

Document

Ne pas obliger le privé à aider la Grèce, dit Stark, de la BCE

(Reuters)

Le 15 juin 2011

La participation des banques privées à une aide à la Grèce doit se faire sur la base du volontariat pour éviter de gros dégâts sur les marchés financiers, a déclaré mercredi Jürgen Stark, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE).

Le banquier central n'a pas dit comment ce phénomène pourrait se produire, ni s'il était d'accord avec les propositions de son pays, l'Allemagne, qui souhaite que les banques, les caisses de retraite et sociétés d'assurance détenant de la dette grecque l'échangent contre de nouveaux titres d'une durée au moins égale à sept ans.

"Nous ne sommes pas contre la participation des banques, du secteur privé dans le financement de la Grèce, mais elle doit être complètement volontaire, sinon, cela aura des effets négatifs sur les marchés financiers, peut-être même sur d'autres pays", a déclaré Jürgen Stark sur une station de radio.

Mardi, les ministres des Finances de la zone euro et de l'Union européenne ne sont pas parvenus à résoudre leurs divergences sur l'implication du secteur privé dans un deuxième plan de soutien à la Grèce, à dix jours d'un sommet européen décisif.

Pâtissant de ces incertitudes, la prime exigée par les investisseurs pour détenir de la dette grecque plutôt que des obligations allemandes a atteint un niveau record depuis le lancement de l'euro.

De nouvelles réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin auront lieu lundi prochain à Luxembourg afin de parvenir à un accord final les 23 et 24 juin lors du Conseil européen.

RISQUES GÉRABLES

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a réaffirmé mercredi que la crise de la dette grecque ne pourrait être résolue sans un soutien des créanciers privés.

"Les créanciers privés doivent prolonger leur échéancier sur la dette grecque. C'est là une condition à laquelle nous ne pouvons renoncer sous aucun prétexte", a-t-il déclaré.

Dans la matinée, un autre responsable de la BCE, le gouverneur de la banque centrale finlandaise Erkki Liikanen, a estimé que toute contribution du secteur privé au sauvetage grec devait être strictement volontaire pour ne pas être considérée comme un cas de défaut par les agences de notation.

"On ne peut pas savoir qui pourrait être touché", a de son côté mis en garde la ministre autrichienne des Finances Maria Fekter, estimant qu'il serait plus raisonnable d'aider la Grèce, de façon prudente et mesurée, à réduire sa dette.

La Commission européenne travaille à une solution répliquant l'"Initiative de Vienne" qui avait vu en 2009 les banques et autres créanciers privés maintenir de manière volontaire leur exposition aux pays d'Europe de l'Est afin de les aider à traverser les turbulences.

Les risques pris par la BCE en Grèce sont gérables et les problèmes de dette souveraine dans les Etats périphériques de la zone euro ne devraient pas avoir de répercussion sur l'euro, a précisé de son côté Jürgen Stark.

Il avait souligné vendredi que la BCE risquait de rejeter la dette grecque comme collatéral lors de ses opérations de liquidité, décision qui laisserait les banques grecques sur le sable.

AUCUN RISQUE FINANCIER

Un haut conseiller au ministère allemand des Finances, Clemens Füst, propose de contourner cette opposition de banque centrale en demandant aux Etats membres de la zone euro d'apporter une garantie permettant à la BCE de continuer à financer les banques grecques même après une restructuration de la dette.

S&P, après avoir déclassé la dette grecque à CCC lundi, a annoncé ce mercredi ramener la note des quatre grandes banques grecques de B à CCC, avec une perspective négative.

Les Etats "n'encourraient ainsi aucun risque financier, puisqu'ils sont des actionnaires de la BCE", tandis que *"l'indépendance de la politique monétaire serait assurée"*, écrit-il dans une tribune au quotidien allemand Handelsblatt.

Clemens Füst, qui est également professeur à l'université d'Oxford, juge inévitable que les créanciers de la Grèce essuient des pertes et ne croit pas qu'une prolongation forcée des échéances grecques puisse provoquer une contagion sur les marchés financiers, ces derniers s'étant préparés à une éventuelle faillite de la Grèce.

Pour l'ancien économiste en chef du FMI Raghuram Rajan, la crise a eu le mérite de pousser de nombreux établissements privés à réduire leur exposition à la dette grecque.

"Le niveau d'exposition à la dette grecque des banques européennes est beaucoup plus limité qu'il y a, disons, six mois ou un an, donc le coût d'un défaut ou d'une restructuration pourrait être absorbé par le secteur bancaire", explique l'économiste. Il estime que le pire pourrait être évité si les responsables européens consentaient enfin à accompagner cette restructuration de manière ordonnée.